

# Journées Internationales de Paris

Séance Plénière du Dimanche 2 mars 1975.

DISCOURS DE MADAME BRUNDTLAND - Ministre de l'Environnement de Norvège.

NDLR : Un incident technique regrettable a interrompu l'enregistrement des toutes premières phrases du discours de Madame BRUNDTLAND. Nous la prions -ainsi que nos lecteurs- d'accepter nos excuses.

(...) C'est bien sûr une grande responsabilité pour nous de soutenir activement une politique destinée à accorder aux femmes l'égalité dans notre société. Cependant, un autre aspect de la question est également important. Nous ne sommes pas une minorité. Nous formons la moitié de l'humanité. Que perdons-nous en tant que société en n'accordant pas à cette moitié de l'humanité toute la responsabilité et les possibilités d'épanouissement qui lui sont dues ? Que dire des grandes ressources ainsi inutilisées, des énergies et des valeurs inexprimées ? Nous avons été étouffées. Notre société peut-elle se le permettre, en tant que société ? Si nous exprimons le désir de dynamiser les femmes dans tous les domaines de la vie communautaire d'une société, c'est aussi parce qu'elles représentent un capital de valeurs.

Je ne doute pas que les initiatives prises par les femmes, l'influence qu'elles exercent ont contribué dans une large mesure à un changement de mentalités qui préside désormais dans les décisions concernant les tâches à entreprendre en priorité dans la société. Il me suffit de mentionner des domaines aussi importants que la politique sociale, l'enseignement, la politique familiale, la politique de l'environnement et la politique régionale.

Les femmes doivent-elles participer à la vie sociale parce qu'elles sont des femmes ? Oui. Aussi à plus forte raison parce qu'elles sont des femmes. Ceci est la reconnaissance du fait que la société a besoin des femmes tout autant que des hommes pour assurer la meilleure base possible à de sages décisions et aux délibérations politiques. Un problème capital a toujours été que nous sommes trop modestes. Il a toujours été considéré impensable que les femmes puissent revendiquer des privilèges et des avantages même s'ils ne font qu'égaliser les droits masculins. La femme a dû démontrer sa compétence en concurrençant les hommes. S'il n'y avait que peu de femmes à des postes de responsabilité, on expliquait ce fait en disant que les femmes n'étaient pas assez compétentes, que c'était de leur faute. Bien peu de femmes contestaient le fait qu'à elles seules incombait la responsabilité prioritaire des enfants et de la maison. Celle à qui restait un peu d'énergie pouvait l'utiliser dans d'autres activités. Le problème capital, qui soulève aujourd'hui un point d'interrogation,

est : avons-nous vraiment raison de donner aux femmes une responsabilité unilatérale dans la fonction de parent, tout en enlevant aux hommes la responsabilité directe, le contact quotidien avec les enfants, ce qui réduit le rôle du père ? La lente avance vers l'égalité peut être expliquée dans une large mesure par les difficultés à surmonter ces attitudes traditionnelles. Le statut et le rôle de la femme ne peut pas être changé sans d'énormes répercussions sur le rôle des hommes, la vie des enfants et l'organisation traditionnelle de la vie familiale.

En travaillant pour un changement fondamental de la tradition et des mentalités à travers les programmes scolaires et les mass média, en faisant, d'autre part, pression sur la publicité commerciale, le but doit être de donner la possibilité aux parents - les hommes aussi bien que les femmes - de combiner également dans leur emploi du temps le travail et la charge des enfants. De nombreuses femmes mariées résolvent leurs problèmes en travaillant à temps partiel, quand c'est possible. Cependant, le travail à temps partiel est bien souvent associé avec des qualifications et des salaires bas, une très mauvaise sécurité de l'emploi et peu de possibilités de promotion. Donc, il sera nécessaire, que les gouvernements révisent leurs lois, les employeurs leur attitude devant le travail à temps partiel, à tous les échelons. Le besoin de travail à temps partiel doit être considéré comme étant général et concerner les hommes aussi bien que les femmes. Les gouvernements et les syndicats étudient actuellement la question de savoir si les parents qui ont de très jeunes enfants, devraient avoir droit à des heures de travail réduites. Cette question est à l'étude en Norvège actuellement. Ce droit devrait être donné également aux deux parents.

Pour assurer une plus grande représentation des femmes au gouvernement, le gouvernement norvégien a décidé que les organisations et partis politiques présentant des candidats devront soumettre une double liste d'hommes et de femmes. Ceci doit être considéré comme un grand pas mais je dois admettre que cela est souvent à l'origine de conflits et de blessures d'amour propre chez des hommes qui doivent se soumettre à cette procédure stricte. Cependant, nous de-

.../...

SECRETARIAT PERMANENT POUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

32, Rue de Babylone 75700 Paris  
Tel: 556 88 01

Presse - Documentation

vons faire des pas aussi délibérés et efficaces. La patience ne conduit et ne nous a conduites nulle part.

Il y a 5 ans, une femme norvégienne courageuse osa écrire un article proposant une réforme de loi importante, assurant une représentation égale des deux sexes dans tous les corps politiques y compris le Parlement. Cette proposition est restée longtemps sans réponse. Pendant longtemps, j'ai utilisé ses arguments à différents propos chaque fois que cela m'était possible et les réactions qui en découlaient illustraient les obstacles majeurs à la participation des femmes. Les hommes - et je dois avouer un bon nombre de femmes aussi - croyaient fortement que notre pays souffrirait sérieusement si les femmes avaient la mainmise sur le gouvernement. Cependant quand on demandait aux gens s'il était vraiment impensable de trouver 70 ou 80 femmes qualifiées sur une population de 3 à 4 millions de norvégiens, les gens ne trouvaient rien à répondre. Je pense que nous devrions soutenir activement l'idée de représentation équilibrée des deux sexes et que cela aurait beaucoup d'impact.

Quoique les femmes norvégiennes aient atteint un niveau plus élevé que beaucoup d'autres dans la lutte pour l'égalité, nous avons récemment expérimenté et essuyé une défaite en ce qui concerne notre proposition de loi sur l'avortement rejetée par vote du Parlement (par une voix en moins). Mais, je voudrais exprimer ma conviction absolue que la décision prise par le Parlement Norvégien ne sera que partie remise, et que, dans peu de temps, nous atteindrons la croisée des chemins, quand il sera montré aux femmes norvégiennes le respect et la confiance auxquels elles ont droit, afin qu'elles prennent elles-mêmes la responsabilité de décider de leur avenir et de l'avenir de leurs proches.

Je veux exprimer ici mon admiration pour l'immense effort accompli par le gouvernement français et féliciter tout particulièrement mes deux collègues Mesdames S. Weil et F. Giroud pour la récente décision d'accorder à toutes les femmes françaises le droit de décider elles-mêmes d'être mères. Cela a grandement influencé la conscience de l'opinion publique dans d'autres pays et a eu un poids considérable, je crois, dans les sentiments du peuple norvégien.

On m'a demandé de commenter ma propre carrière professionnelle. Je trouve cela difficile à faire à beaucoup de titres, mais, d'autre part, en écoutant mes collègues, hier, j'ai réalisé que nos carrières ont beaucoup de points communs. Je ne me souviens plus du nombre mais il y a eu plusieurs femmes médecins d'origine socialiste et je pense que c'est un point qui a sa signification. D'abord le fait que nous venions de familles militantes politiquement et de professions libérales : c'est d'une grande importance pour une petite fille de voir sa mère se livrer à une activité en dehors de la maison. Ce qui est important dans la vie d'une fille, c'est qu'elle sente qu'on attend d'elle la même chose que ce que l'on attend des garçons.

A 7 ans, je suis entrée dans le mouvement des

jeunes socialistes où j'ai rencontré des gens d'autres milieux, ce qui m'a beaucoup appris. Plus tard, deux fonctions accaparèrent toute ma vie : ma formation de "spécialiste de la Santé Publique", et la fondation de ma famille (j'ai 4 enfants). Ensuite, mon travail même dans le domaine de la Santé Publique me conduisit, sentimentalement et moralement, à m'engager de nouveau dans la politique. Et, bien que l'éducation de mes propres enfants occupât encore, à l'époque, une grande place dans ma vie, je me consacrai aux questions du planning familial, de l'avortement et aux problèmes de la médecine préventive. C'est cela qui m'a conduit à comprendre que mon activité professionnelle ne pouvait être assumée sans que je sois de nouveau engagée politiquement. En vue d'obtenir que les droits des femmes et les questions d'hygiène familiale en général soient traitées de la meilleure manière possible. Je vois ma nomination au poste de Ministre comme le résultat d'un développement de l'opinion de ces dernières années : on a réalisé qu'il fallait placer les femmes au niveau le plus élevé pour ne pas perdre aux élections.

Enfin je veux revenir sur l'observation faite hier par le Vice-Président du Sénat Italien à propos de l'atmosphère de respect et d'égalité entre collègues masculins fortement influencée, dans un sens négatif, quand ils parlent des questions concernant les droits des femmes et leur libération. Toutes, nous devons nous sentir concernées par cette question. Je ne peux que dire que j'ai fait la même expérience. Je crois que l'explication réside dans le fait que celles qui ont atteint des positions de haut niveau reçoivent de la part de leurs collègues hommes, respect et considération. Lorsque nous parlons de sujets concernant les femmes, nous transgressons la règle du jeu établie par nos collègues mâles et c'est ce qu'ils n'admettent pas. Nous sortons de l'entente tacite selon laquelle nous sommes respectées en tant que femmes exceptionnelles ayant atteint le niveau de qualification des hommes.

Ces attitudes ne peuvent pas être supprimées complètement à moins que les femmes ne constituent des minorités agissantes dans les corps politiques et dans les organismes de gestion de la société. Nous devrions être constamment conscientes de ces tendances et les combattre en attendant mieux.